

Thème 1 Chapitre 5 - Révision

Solène CAGNOLATI

16/01/2022

L'exécution du contrat.

I. La fixation du prix.

- **Principe** : Prix librement fixé par les parties.
- **Modalités de fixation** :
 - En fonction de la loi de l'offre et de la demande.
 - En fonction de la solvabilité (= *le fait de pouvoir payer*) de la demande
- **Exceptions** :
 - **Contrats cadres** : Accord qui permet aux parties de convenir des caractéristiques générales de leurs relations contractuelles futures, et des contrats d'application, en précisant les modalités d'exécution.
 - **Contrats de prestations de services**.
- **Modalités de fixation des exceptions** :
 - **Contrats cadres** : Prix fixé par l'une des parties si aucun accord n'est trouvé avant l'exécution du contrat.
 - **Contrat de prestations de services** : Prix fixé par le créancier (*celui qui vend*) si aucun accord n'est trouvé avant l'exécution du contrat.
 - **Contestation** :
 - Le prix doit être justifié par celui qui le fixe.
 - S'il est reconnu abusif, alors versement de dommages et intérêts au profit de la victime du prix abusif.

Révision du prix.

Théorie de l'imprévision.

- **Principe** : Lorsque des circonstances imprévisibles changent et provoquent une exécution excessivement onéreuse, la partie qui n'en avait pas accepté le principe peut demander la renégociation du contrat.
- **Mise en œuvre** : Le contrat continue à être exécuté pendant la négociation.
- **Solution en cas de non résolution amiable** :

- Rupture du contrat.
- Si aucun accord pour rompre, saisie du juge pour réviser ou mettre fin au contrat.

Clause d'indexation.

- **Principe** : Le prix est automatiquement révisé en fonction d'un indice défini par le contrat.
- **Choix de l'indice** : Choix libre des parties tant qu'il est lié à l'objet du contrat.
- **Indices interdits** :
 - Niveau général des prix.
 - Le SMIC / Le salaire.

II. Les effets du contrat.

La force obligatoire.

- **Principe** : Le contrat ne peut être modifié ou révoqué qu'avec le consentement mutuel des parties.
- **Exception** : Cas de modification / rupture du contrat unilatéral (= *une seule partie s'engage*) prévu par la loi.
- **Mise en œuvre** : Le contrat doit être exécuté selon ce qui est prévu, mais également à toutes les suites que donnent l'équité, l'usage ou la loi.

L'effet relatif.

- **Principes** :
 - Le contrat ne lie que les parties.
 - Les tiers ne peuvent pas demander l'exécution du contrat, ou être contraints de l'exécuter.
- **Exceptions** :
 - La représentation.
 - Les héritiers.
 - Le tiers bénéficiaire (*celui qui achète*).

L'effet relatif des chaînes de contrat.

- **Définition** : Plusieurs contrats se succèdent dans le temps, et portent sur le même objet ou concourent au même but.
- **Principe** : Chaque partie n'est liée qu'avec celle avec qui elle a conclu le contrat.

- **Effet juridique** : En cas de contestation, l'entreprise ne peut engager la responsabilité que de la partie avec laquelle elle est liée contractuellement.

III. La sanction de l'inexécution du contrat.

- **Selon le code civil, les sanctions que l'on peut demander sont** :
 - Refuser d'exécuter ou suspendre l'exécution de sa propre obligation.
 - Poursuivre l'exécution forcée en nature de l'obligation.
 - Solliciter une réduction du prix.
 - Provoquer la résolution du contrat.
 - Demander réparation des conséquences de l'inexécution (*responsabilité civile contractuelle*).
- **Mise en œuvre** : Rédaction d'une mise en demeure en démontrant :
 - La faute contractuelle.
 - L'existence d'un préjudice.
 - Le lien de causalité.

La faute contractuelle.

Obligation de moyens.

- **Principe** : Obligation par laquelle le débiteur (*celui qui achète*) s'engage à tout mettre en œuvre au risque de ne pas atteindre ce qui a été promis.
- **Sanction si** : Non réalisation de l'obligation suite à l'absence de moyens.
- **Exonération si** :
 - Tous les moyens ont été mis en œuvre.
 - Cas de force majeure.
 - Fait du tiers.
 - Faute de la victime.

Obligation de résultat.

- **Principe** : Obligation par laquelle le débiteur s'engage à réaliser ce qui a été promis quels que soient les aléas.
- **Sanction si** : Absence de résultat.
- **Exonération si** :
 - Cas de force majeure.
 - Fait du tiers.
 - Faute de la victime.

Force majeure.

- **Principe** : Événement échappant au contrôle du débiteur qui ne pouvait pas le prévoir lors de la conclusion du contrat.
- **Caractéristiques** :
 - Événement extérieur au débiteur.
 - Événement contre lequel il est impossible de lutter.
 - Événement imprévisible lors de la conclusion du contrat.